

Unité départementale du Loiret
3 rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE)

7 rue de l'Europe
ZI
45300 Sermaises

Références : 517 / 2025
Code AIOT : 0010000973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE) implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux demandé par l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saint Gobain Construction Chemicals France (ex CHRYSO FRANCE)
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Fabrication d'adjuvants pour des matériaux de construction (bétons, ciments et plâtres).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/11/2222, article 4.5.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 4.4.2.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
9	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
11	Système d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Utilités (air comprimé)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant,	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 56		l'exploitant, Demande d'action corrective	
15	Etat initial, programme de surveillance et plan de surveillance des MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrage de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 4.4	Sans objet
3	Point de prélèvement aménagé	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Etat des stocks vulgarisé	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	Sans objet
13	Echéances de mise en conformité	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article Chapitre 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit son plan des réseaux. Ce dernier, daté du 03/01/22, fait apparaître les différents réseaux d'effluents aqueux (eaux usées et eaux pluviales) de manière différenciée ainsi que les regards, les boîtes de branchement, les grilles et avaloirs. Les constats réalisés par l'inspection sur le terrain, au niveau du point de rejet n°14, sont cohérents avec ce plan. L'exploitant indique toutefois avoir contractualisé avec un prestataire pour actualiser ce plan sur la base d'une inspection de l'ensemble des réseaux du site. Il fournit le contrat signé dans ce cadre, daté du 02/07/25. Pas d'écart constaté. L'exploitant veillera à transmettre son plan des réseaux à jour, à la suite de son actualisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son plan des réseaux à jour à la suite de son actualisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrage de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes,• de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 10/07/25, la société Analy-co est présente pour effectuer un contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux.

Un prélèvement est réalisé au niveau du point de rejet des eaux industrielles du site, référencé n° 14 d'après l'arrêté préfectoral du 25/11/22.

Les eaux rejetées au niveau de ce point de rejet se déversent dans le réseau communal des "eaux usées" avant d'être traitées par la station d'épuration urbaine de Sermaises. Aucun rejet direct au milieu naturel n'est effectué.

Lors de la mise en place du système de prélèvement, l'inspection constate que les eaux qui s'écoulent au niveau du point de rejet sont de couleur claire et exemptes de matières flottantes ou d'odeur.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Point de prélèvement aménagé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Dans le cadre du contrôle inopiné des rejets aqueux, le système de prélèvement du prestataire est installé au niveau d'un point de prélèvement situé sur la canalisation en amont du rejet dans le réseau communal. Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Il est aisément accessible et a permis au prestataire d'intervenir sans difficulté.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2222, article 4.5.2																	
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance																	
Prescription contrôlée : <p>Une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature ou les modalités des rejets le justifient.</p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant :</p> <p>Eaux résiduelles issues du rejet vers le milieu récepteur N°14 (cf repérage sous l'article 4.3.5.)</p> <table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Code SANDRE</th><th>Type de suivi et périodicité de la mesure</th></tr> <tr> <td>Débit</td><td></td><td>Relevé du volume de chaque bâchée et de la durée du rejet.</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>264</td><td>Sur chaque bâchée par méthode interne et sur un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 50 008</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>7</td><td>Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF EN 872</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>1314</td><td>Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 90 101</td></tr> </table>			Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi et périodicité de la mesure	Débit		Relevé du volume de chaque bâchée et de la durée du rejet.	pH	264	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 50 008	MES	7	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF EN 872	DCO	1314	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 90 101
Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi et périodicité de la mesure															
Débit		Relevé du volume de chaque bâchée et de la durée du rejet.															
pH	264	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 50 008															
MES	7	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF EN 872															
DCO	1314	Sur chaque bâchée par méthode interne et sur Un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 90 101															

DBO5	1313	Sur un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF T 90 103
Hydrocarbures totaux	7008	Sur un échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée par méthode NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1, NF M 07-203

Constats :

Le point de rejet des eaux industrielles (n°14) correspond à l'exutoire de deux cuves tampons, référencées T04 et T011.

Lors de la visite d'inspection du 10/07/25, l'exploitant indique effectuer des prélèvements quotidiens au niveau de ces deux cuves.

Pour chaque échantillon, il indique mesurer, en interne, le pH et la DCO. Il conserve en outre les échantillons afin de préparer l'échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée. L'inspection constate que les échantillons sont conservés dans un réfrigérateur dont la consigne est fixée à 4°C.

L'exploitant indique ensuite que le volume de la bâchée rejetée au niveau du point de rejet n°14, issue soit de la cuve T04 soit de la cuve T011, est déterminé sur la base du résultat obtenu pour la DCO afin de respecter le flux en DCO et le débit maximaux autorisés.

L'inspection consulte le registre dans lequel sont portés les résultats des mesures de pH et de DCO. Par sondage, elle constate que les volumes des bâchées sont systématiquement inférieurs à 15 m3 et permettent de respecter le flux maximal journalier de 19,5 kg/j.

Ecarts : L'exploitant ne mesure pas la concentration en MES sur chaque bâchée comme prescrit par l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25/11/22.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 4.4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (Cf. repérage des rejets au paragraphe 4.3.5).

Rejet N ° 14: Eaux industrielles : Exutoire des cuves tampons T04 et T011

Paramètre	Concentration (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)
MES	200	3
DCO	1300	19,5
DBO5	500	7,5
Hydrocarbures totaux	7	0,36
Cd*	0,025	0,375
Cr6+	0,1	1,5
Cr total	0,1	1,5
Cu	0,15	2,25
Fe + Al	5	75

Pb	0,1	1,5
Zn	0,8	12
Ni	0,2	3
Sn	2	30

Constats :

Sur la base du rapport établi par la société Analy-co en date du 16/09/25 à la suite du contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux réalisé du 10 au 11/07/25 au niveau du point de rejet n°14, l'inspection constate le respect de l'ensemble des valeurs limites d'émission, en concentration et en flux, à l'exception de la concentration en DCO mesurée à 1770 mg/L contre une VLE à 1300 mg/L.

L'inspection note toutefois que le rapport précise un retrait de l'accréditation pour la mesure de

la DCO et de la DBO5, du fait d'un délai de mise en analyse supérieur aux exigences normatives.

Sur la base des 6 derniers rapports d'analyses fournis par l'exploitant (correspondant aux analyses réalisées sur les échantillons moyens mensuels des 6 mois entre novembre 2024 et avril 2025), l'inspection relève également deux écarts concernant la concentration en DCO :

- au mois de février 2025 (1760 mg/l contre une VLE à 1700 mg/l) ;
- au mois d'avril 2025 (2230 mg/l contre une VLE à 1700 mg/l).

Ecart : Absence de respect de la VLE fixée pour la concentration en DCO des effluents au point de rejet n°14.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en oeuvre un plan d'action afin d'assurer la conformité de ses rejets et transmet à l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration des données d'autosurveillance sous plateforme GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

Constats :

Le jour de la visite, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas télédéclaré sur la plateforme GIDAF les résultats de l'autosurveillance réalisée au titre de l'année 2025.

A la suite de l'inspection, l'exploitant télédéclare sur GIDAF les résultats de l'autosurveillance réalisée au niveau du point de rejet n°14 :

- le 5/09/25 pour les mois de janvier, février et avril 2025 ;
- le 13/10/25 pour les mois de mai, juin, juillet et mars 2025.

A la date du rédaction du présent rapport, en novembre 2025, l'inspection constate que les résultats correspondant au mois d'août et de septembre 2025 n'ont pas encore été télédéclarés. L'inspection rappelle à l'exploitant que les résultats d'autosurveillance doivent être transmis mensuellement ("au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure").

Ecarts : L'exploitant ne télédeclare pas ses résultats d'autosurveillance dans les délais prescrits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant télédeclare les résultats d'autosurveillance manquants et s'assure, à l'avenir, du respect du délai prescrit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation des intervenants extérieurs

Prescription contrôlée :

[...] Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n° 4, dans le cadre de l'autosurveillance :

- le prélèvement des échantillons est effectué par l'exploitant ;
- l'analyse de l'échantillon mensuel moyen constitué à partir d'un prélèvement sur chaque bâchée est confiée à un prestataire.

Sur la base des 6 derniers rapports d'analyses fournis par l'exploitant (correspondant aux analyses réalisées sur les échantillons moyens mensuels des 6 mois entre novembre 2024 et avril 2025), l'inspection constate que les analyses sont effectuées :

- par la société EUROFINS HYDROLOGIE ILE-DE-FRANCE accréditée selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 sur la matrice « eaux résiduaires » pour le pH, la DCO, la DBO5, les MES et le chrome VI (COFRAC ESSAIS 1-2024) ;
- par la société EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT FRANCE accréditée selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 sur la matrice « eaux résiduaires » pour l'étain, le chrome, le cuivre, le plomb, le nickel, le cadmium, l'aluminium, le fer, le zinc et les indices hydrocarbures (COFRAC

ESSAIS 1-0685).

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre le risque foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024

Prescription contrôlée :

[...]. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.[...].

Constats :

Lors de l'inspection du 03/08/24, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne justifiait pas de la conformité de ses installations de protection contre la foudre.

Par courrier du 20/09/24, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification initiale des installations extérieures de protection foudre, qui faisait état de 3 réserves (absence d'une notice de vérification et de maintenance, câbles électriques croisant et longeant un conducteur de descente, une distance de séparation non-respectée).

Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique la levée de ces 3 réserves. A titre de justification, il fournit le rapport de vérification initiale des installations de protection contre la foudre actualisé, à la suite de la vérification initiale des installations intérieures et d'une contre-visite initiale, en date du 28/05/25.

L'inspection constate que les 3 réserves sus-citées sont effectivement levées mais que 3 nouvelles réserves sont mentionnées (longueur de câblage non respectée au niveau de deux armoires et section de câble de l'installation parafoudre non respectée au niveau d'une autre armoire).

L'exploitant indique qu'une de ces 3 réserves a été levée et fournit l'attestation de fin de travaux associée.

<u>Ecart</u> : Absence de justification de la conformité des installations de protection contre la foudre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester la conformité de ses installations de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'inventaire et l'état des stocks décrit précédemment seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : - servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, figure, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figure, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...].
Constats :

Lors de la visite du 08/03/24, l'inspection avait constaté une absence de cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique au niveau du local de liquides inflammables.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection effectuée, par échantillonnage, un nouveau contrôle de la cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique au niveau du local de liquides inflammables.

L'inspection relève :

- l'absence de plusieurs articles, indiqués comme présents dans l'extraction papier de l'état des stocks informatique, au niveau des emplacements P3003002B0, P3003003A1 et P3003003B1 ;
- la présence de 10 IBC d'acide acétique, non mentionnés dans l'extraction papier de l'état des stocks informatique.

Ecart : Absence de cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre un plan d'actions afin d'assurer la cohérence entre l'état des stocks informatique et l'état des stocks physique. Il transmet ce plan d'actions à l'inspection des installations classées, et la tient informée de sa progression en lui fournissant l'ensemble des justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Etat des stocks vulgarisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...].

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

[...]

- répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...].

Constats :

Lors de la visite du 08/03/24, l'inspection avait constaté l'absence de mise en place d'un état des

stocks vulgarisé afin de répondre aux besoins d'information de la population en cas d'événement accidentel.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant présente, à la demande de l'inspection, la version informatique de son état des stocks.

Ce dernier permet d'afficher, pour chaque lieu de stockage, les quantités de produits par rubrique ICPE ou par mention de dangers.

L'inspection appelle l'exploitant à compléter ces possibilités d'affichage par une présentation par famille de dangers du système SGH, plus explicite pour le grand public.

Absence d'écart.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son état des stocks actualisé afin de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

Prescription contrôlée :

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Lors de la visite du 08/03/24, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne justifiait pas de la conformité du débit des postes n° 6, 8, 9, 12 et 15 de son installation d'extinction automatique.

Lors de la visite objet du présent du rapport, l'exploitant indique n'être toujours pas en mesure de justifier du débit des postes sus-cités. Il explique cela par le positionnement physique de ces postes, pour lesquels il n'existe pas de point F.

Ecart : Absence de justification de la conformité du système d'extinction automatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- le descriptif des mesures compensatoires qu'il met en oeuvre, tant que la conformité de son installation d'extinction automatique n'est pas démontrée ;
- les justificatifs permettant d'attester la conformité de son installation d'extinction automatique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

Prescription contrôlée :

[...]. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Chaque écart relevé fait l'objet d'une analyse de risque conduisant à un plan d'actions suivi et enregistré. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...].

Constats :

Lors de l'inspection du 03/08/24, l'inspection avait constaté :

- l'absence de complétude du contrôle des installations électriques ;
- l'absence de justification de la conformité de ces installations.

Par courrier du 30/09/24, l'exploitant avait indiqué que le rapport de vérification des installations électriques, réalisé par BUREAU VERITAS du 05/08/24 au 20/08/24, faisait état de 76 non-conformités, dont 30 nouvelles.

Ce rapport faisait également à nouveau état d'équipements non vérifiés pour cause d'inaccessibilité, au nombre de 15.

Lors de la visite objet du présent rapport, l'inspection interroge l'exploitant sur l'avancée de son plan d'actions de résorption des écarts. Ce dernier indique que 46 non-conformités ont pu être

levées.

Interrogé sur les dispositions prévues suite à la problématique récurrente d'incomplétude du contrôle des installations électriques, l'exploitant indique que, lors du prochain contrôle prévu en août 2025, une personne sera chargée d'accompagner à temps plein le prestataire afin d'éviter que cela ne se reproduise.

Ecart : Absence de complétude du contrôle des installations électriques et de justification de leur conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- le rapport de vérification des installations électriques réalisé au titre de l'année 2025 ;
- le tableau de suivi des écarts relevés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Echéances de mise en conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article Chapitre 11

Thème(s) : Risques accidentels, Echéances de mise en conformité

Prescription contrôlée :

[...]

- Mise en service d'une réserve d'eau incendie de 1250 m³, équipée de 10 prises d'aspiration et de 5 aires de mise en aspiration (réserve destinée à alimenter le réseau d'extinction automatique) => 30/06/23 ;

Constats :

Par courrier du 17/03/2023, l'exploitant avait demandé un report d'échéance au 31/12/2023 pour la mise en service de la réserve d'eau incendie de 1250 m³, du fait des études de dimensionnement nécessaires et du délai de livraison.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique que la réserve d'eau a été mise en place et devoir entrer en contact avec le SDIS pour en effectuer la réception.

Absence d'écart. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester la mise en service de la réserve d'eau incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester la mise en service de la réserve.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Utilités (air comprimé)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités (air comprimé)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 03/08/24, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier qu'il disposait d'un volume d'air comprimé suffisant pour mettre en sécurité ses installations (purge des canalisations, notamment CAPPABEAUCE et HELLY HANSEN).</p> <p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le calcul de dimensionnement n'a pas été réalisé et qu'il devrait être finalisé d'ici la fin d'année 2025.</p> <p>Ecart : Absence de justification de la disponibilité des utilités nécessaires à la mise en sécurité des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'attester qu'il dispose d'un volume d'air comprimé suffisant pour mettre en sécurité ses installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 15 : Etat initial, programme de surveillance et plan de surveillance des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial, programme de surveillance et plan de surveillance des MMR

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.

Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Constats :

Lors de la visite du 03/08/24, l'inspection avait constaté l'absence d'élaboration de l'état initial, du programme de surveillance et du plan de surveillance des MMRI.

<p>Lors de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique avoir contractualisé avec un prestataire pour la réalisation des dossiers sus-cités.</p> <p>Il indique que ceux-ci sont actuellement en cours d'élaboration et seront finalisés en début d'année 2026.</p> <p>Il présente un modèle de fiche élaboré pour la MMR "Détection de température haute-automate-injection de PTZ". Cette dernière n'appelle pas de remarque de l'inspection.</p>
<p>Ecart : Absence d'élaboration de l'état initial, du programme de surveillance et du plan de surveillance des MMRI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance de chaque MMRI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>